





Georges ZIEGLER
Président du Département
de la Loire

2021 fut une année importante pour notre collectivité, une année électorale qui a renouvelé la confiance des Ligériens en l'équipe que je préside. Ainsi, la majorité poursuit, sereinement et avec dynamisme, son engagement pour les habitants.

Mais ce fut une année marquée à nouveau par la crise sanitaire alors que nous imaginions la crise dernière nous après une année 2020 éprouvante.

Dans ces périodes de tensions, d'incertitudes, notre institution a démontré l'importance de sa mission, son indispensable implication et l'étendue de ses interventions. Le Département intervient sur l'ensemble de son territoire. Sa proximité avec l'ensemble des acteurs fait de lui un pilote, un animateur, un chef de file dans de nombreux domaines, celui de l'action sociale tout particulièrement.

Voilà pourquoi, en 2021, le Département a pris une part très importante dans la lutte contre la crise sanitaire et toutes ses conséquences. Mais ces interventions d'urgence, indispensables, n'ont jamais altéré nos missions principales.

Ce rapport d'activité est aussi l'occasion de porter un regard sur les "temps forts" qui ont jalonné cette année 2021. Citons parmi eux les actions de relance sociale pour soutenir l'activité des associations de lutte contre la pauvreté et d'aide alimentaire, le renforcement des moyens d'accompagnement en direction des services d'aides à domicile et de leurs salariés, le lancement du nouveau dispositif de bourse départementale à destination des collégiens, ou encore l'accueil de conseillers numériques pour accompagner les personnes les plus éloignées des usages numériques.

Ce document offre une vision exhaustive des missions poursuivies par notre institution, témoignage d'un engagement sans faille de l'ensemble des agents de notre collectivité.

Notre collectivité est en action, ce rapport d'activité en est la transcription. Il est le reflet fidèle de réalisations qui sont le fruit d'une collaboration étroite entre notre volonté politique et le professionnalisme des 3 000 agents du Département que je tiens particulièrement à saluer.

Grâce à chacun d'eux, notre collectivité s'adapte aux grands défis de notre temps, développe le télétravail, agit en faveur de l'égalité femmes-hommes, du développement durable...

Ensemble, nous faisons vivre les solidarités, c'est la mission d'importance que nous continuerons de porter ; le défi que, collectivement, nous continuerons de relever.



Christophe MAILLOT
Directeur général
des services

2020 année extraordinaire, 2021 année charnière.

Si 2020 a ainsi démontré la résilience de notre collectivité dans un contexte sanitaire inédit et durablement dégradé, 2021 en a illustré la capacité d'adaptation et la remarquable agilité.

L'administration et tous ses agents ont ainsi, sous la responsabilité des élus, tenu bon, relevé le défi collectif de la continuité et de la qualité du service public, et une nouvelle fois incarné une Institution forte de sa proximité, de son ancrage territorial et de son souci de la Fraternité. Je tiens une nouvelle fois à vous en exprimer ma gratitude et à me faire l'interprète auprès de chacune et chacun d'entre vous de la reconnaissance de tous les élus de l'Assemblée départementale.

Si le premier bilan que nous tirons de cette période inédite, à la fois par sa soudaineté et sa durée, a montré les atouts de notre collectivité, il nous confirme néanmoins et surtout dans notre conviction du caractère absolument indispensable d'un projet d'administration, conçu comme un double outil de mise en cohérence et d'amélioration continue de notre organisation et de notre action.

Cette conviction nous avait conduits à impulser en 2017 notre **Plan de Modernisation**, qui s'est matérialisé depuis, pour ne citer que ces exemples, par le développement du télétravail, la dématérialisation d'un certain nombre de procédures, l'adoption d'une **Charte managériale**, la création d'un **Laboratoire d'innovation publique**, la mise en place d'une **digital work place** ou encore le développement des tickets restaurants. Cette même conviction doit néanmoins, aujourd'hui, nous conduire à aller plus loin encore.

2021 a vu en effet la réélection du Président s'accompagner d'un large renouvellement de l'exécutif et de l'Assemblée départementale, porté par de nouvelles ambitions, de nouveaux projets, de nouveaux objectifs.

2021 a également été l'année à l'occasion de laquelle la crise sanitaire a mis en lumière des fragilités de notre organisation, auxquelles il nous faut remédier.

C'est précisément pourquoi ce contexte a coïncidé avec l'annonce, fin 2021, et dans la continuité du 1^{er} volet articulé autour du **Plan de Modernisation**, d'un nouveau volet de notre projet d'administration, **Loire Administration 2030**, pour que notre collectivité soit encore plus efficace au service des Ligériens.

Par les valeurs portées par ce projet et la dynamique d'adaptation qu'il entend intensifier, **Loire Administration 2030** doit ainsi permettre de conforter l'impératif de modernisation autour de 4 axes prioritaires et transversaux : un Département innovant dans la mise en oeuvre de ses missions, un Département performant dans sa gestion, un Département accessible et visible pour les usagers et les habitants, un Département attractif pour ses agents.

L'ambition n'est rien de moins que de permettre à notre collectivité, bien sûr d'assurer ses missions quotidiennes, mais aussi de conforter sa performance collective et sa capacité à faire face à l'imprévu. Je pense ici aux prochains chocs économiques, sociaux et sociétaux, sanitaires, climatiques, géopolitiques qui, lorsqu'ils se produiront, auront comme à chaque fois des impacts directs sur nos missions.

Nous préparer à ces échéances, être prêts, essayer de nous améliorer en permanence, c'est notre devoir, c'est notre honneur.

Cette volonté renouvelée et annoncée en 2021 autour de **Loire Administration 2030** sera mise en oeuvre ces prochaines années par le biais de nouvelles organisations, de nouvelles actions.

Vous y aurez toutes et tous votre part, car le sens de l'impulsion qui est donnée, le sens même de l'engagement qui est ici le nôtre, ne peuvent se concevoir sans une solidarité totale entre les agents, un esprit volontaire partagé et la reconnaissance respectueuse de la contribution que chacun d'entre nous est susceptible d'apporter à l'édifice.

Sommaire

6

- 6 Assemblée départementale
- 8 Organigramme
- 9 Budget 2021

10

SOLIDARITÉS HUMAINES

- 14 Action sociale et santé
- 16 Enfance et famille
- 18 Insertion
- 20 Autonomie
- 22 Logement et habitat

24

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

- 28 Voirie
- 30 Transports
- 32 Politique cycliste
- 34 Environnement
- 36 Coopération territoriale
- 38 Eau potable
Assainissement
Milieux aquatiques
- 40 Transition numérique
- 42 Agriculture et forêt

44

SOCIÉTÉ, CITOYENNETÉ ET ATTRACTIVITÉ

- 48 Éducation et jeunesse
- 50 Culture
- 52 Sports
- 54 Tourisme

56

FONCTIONS TRANSVERSALES ET AFFAIRES GÉNÉRALES

- 60 Ressources
- 62 Fonctions stratégiques

L'Assemblée départementale

42 conseillers départementaux ont été élus en juin 2021 pour un mandat de six ans. Chacun des 21 cantons qui composent la Loire est représenté par un binôme homme-femme. Georges Ziegler est président du Département depuis le 16 octobre 2017.



Le Président
Georges ZIEGLER

ANDRÉZIEUX-BOUTHÉON  1






Nicole
BRUEL Sylvain
DARDOULLIER

BOËN-SUR-LIGNON  2



Chantal
BROSSÉ Pierre-Jean
ROCHETTE

CHARLIEU  3






Clotilde
ROBIN Jérémie
LACROIX

LE COTEAU  4



Véronique
CHAVEROT Daniel
FRÉCHET

FEURS  5



Marianne
DARFEUILLE Pierre
VÉRICEL

ROANNE 1  11



Brigitte
DUMOULIN Jean-Jacques
LADET

ROANNE 2  12



Farida
AYADENE Lucien
MURZI

SAINT-CHAMOND  13



Stéphanie
CALACIURA Hervé
REYNAUD

SAINT-ÉTIENNE 1  14



Fabienne
PERRIN Georges
ZIEGLER

SAINT-ÉTIENNE 2  15



Pascale
LACOUR Jean-François
BARNIER

FIRMINY  6




Daniele
CINIERI

Julien
LUYA

MONTBRISON  7




Annick
BRUNEL


Jean-Yves
BONNEFOY



LE PILAT  8




Valérie
PEYSELON

Jean-François
CHORAIN

RENAISON  9

Huguette
BURELIER

Antoine
**VERMOREL-
MARGUÉS**

RIVE-DE-GIER  10




Séverine
REYNAUD

Bernard
LAGET

SAINT-ÉTIENNE 3  16




Ariette
BERNARD

Pierrick
COURBON

SAINT-ÉTIENNE 4  17




Marie-Jo
PEREZ

Jordan
DA SILVA

SAINT-ÉTIENNE 5  18




Marie-Michelle
VIALLETON

Régis
JUANICO



SAINT-ÉTIENNE 6  19




Nadia
SEMACHE


Pauli
CORRIERAS



SAINT-JUST SAINT-RAMBERT  20

Sylvie
BONNET

Eric
LARDON

SORBIERS  21

Corinne
**BESSON-
FAYOLLE**

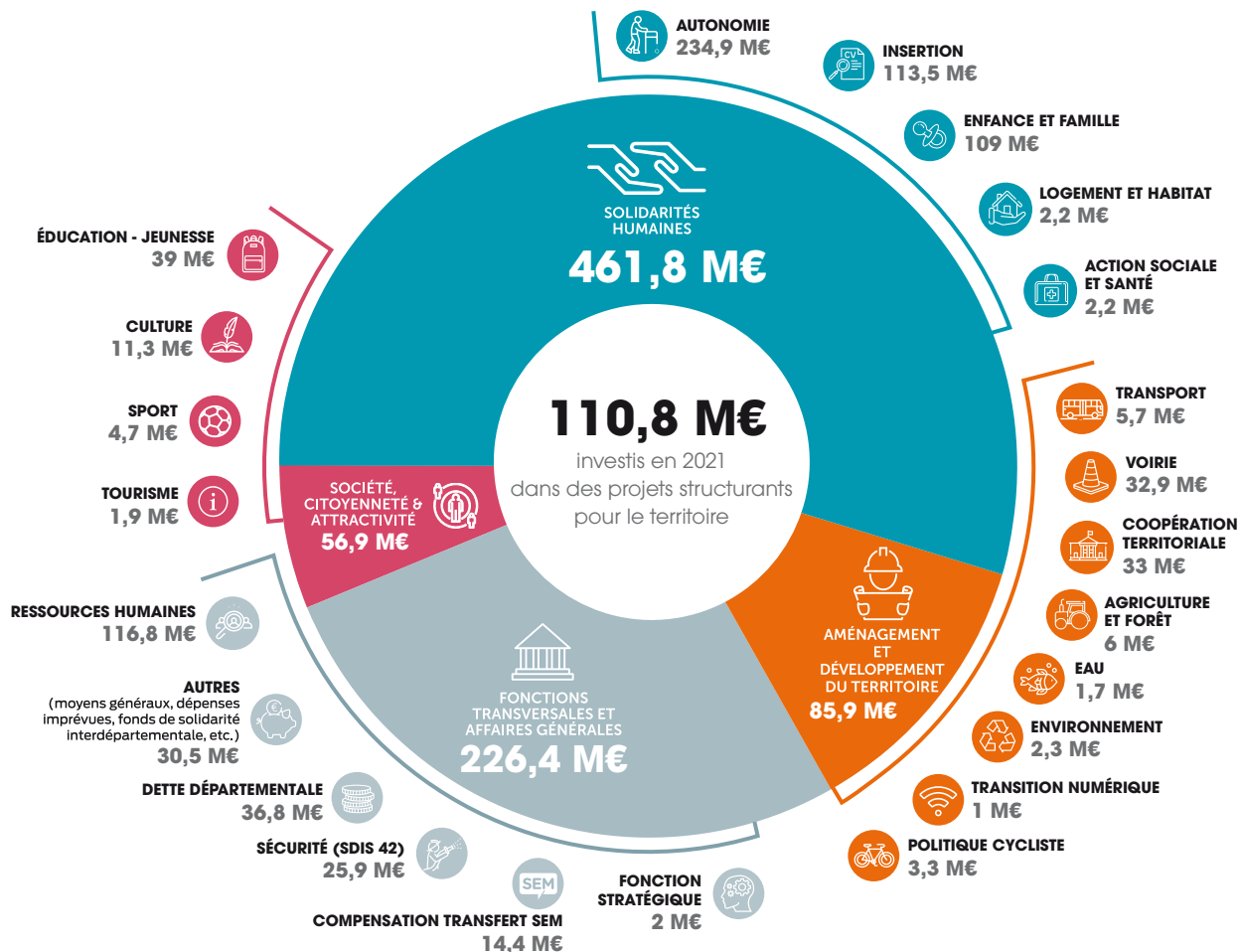
Yves
PARTRAT

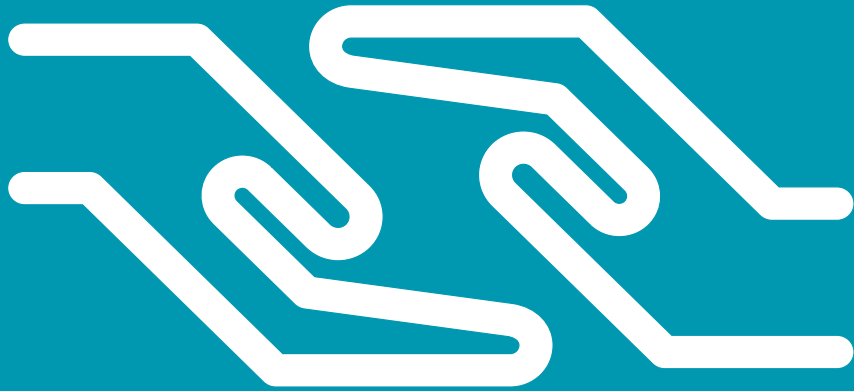


L'organigramme
des services
au 30 juin 2022

Le budget 2021

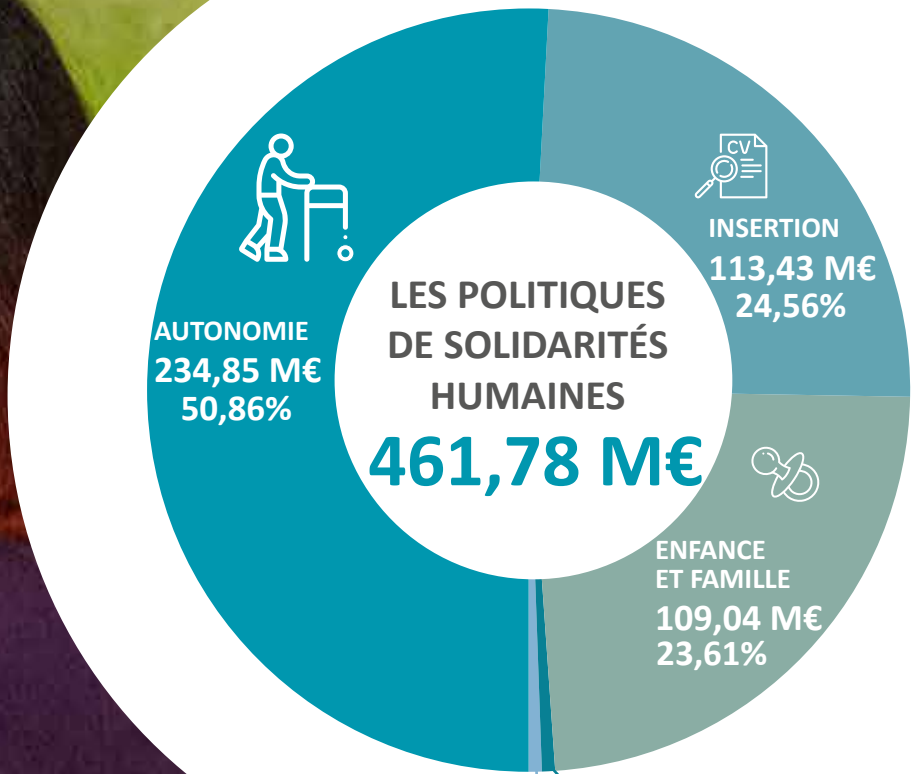
831 millions d'euros





SOLIDARITÉS
HUMAINES





**ACTION SOCIALE
ET SANTÉ**
2,23 M€



**LOGEMENT
ET HABITAT**
2,23 M€
0,48%

2,23 M€ de budget

672 personnes vaccinées en centre de vaccination

1 370 vaccins réalisés

21 679 ménages rencontrés par le service social

68 874 entretiens usagers réalisés par les équipes du service social

dont **7 297** visites à domicile

233 demandes de secours exceptionnels et d'urgence (227 aides attribuées)

CONDUITES ADDICTIVES ET PARENTALITÉ

Située à Saint-Didier-sur-Rochefort, la communauté thérapeutique "Les portes de l'imaginaire", gérée par l'association Rimbaud, accueille depuis 2011 des personnes engagées dans une démarche de soin contre leur addiction. Dans le cadre d'un partenariat étroit avec le service social du Département, des parents résidents de la communauté ont sollicité les compétences d'une assistante sociale et d'une éducatrice de polyvalence du Département, sur le sujet particulièrement sensible de la reprise de liens avec leur enfant.

Le processus de soin engagé a conduit certains parents à rompre un temps les liens avec leurs enfants. Ainsi, une action collective intitulée "conduites addictives et parentalité" a été proposée à huit résidents pour les accompagner dans leur reprise de liens avec leurs enfants. Des entretiens collectifs puis individuels ont eu lieu régulièrement au service social de Boën-sur-Lignon, entre conseils juridiques, avec l'aide d'avocats spécialisés en droit de la famille, et échanges constructifs sur le plan éducatif. Grâce à cette initiative, la plupart des parents ont pu reprendre un contact avec leurs enfants. L'action sera reconduite en 2022.

ACTION SOCIALE ET SANTÉ

Au plus près des habitants, le service social répond ou oriente les Ligériens les plus fragiles sur des questions de la vie quotidienne : accès aux droits fondamentaux, logement, insertion, parentalité, budget...

OUVERTURE DES JEUNES AU THÉÂTRE

Un groupe de 10 adolescents, accompagné par quatre éducatrices de polyvalence et un travailleur social du service de l'ASE, a été créé pour favoriser l'accès à la culture, l'ouverture sur l'extérieur et le lien social.

Cette action s'est déroulée en deux temps. Les jeunes ont d'abord participé à une soirée au Théâtre de Roanne au cours de laquelle ils ont assisté à la représentation "Le projet Séquoia", une pièce de Myriam Boudenia, mise en scène par Alice Tedde et ont pu échanger avec l'ensemble de la troupe. Dans un deuxième temps, ils ont visité le théâtre, leur permettant alors de découvrir les dessous de ce bel édifice et d'en comprendre l'histoire et l'évolution.

PRÉVENTION DES VIOLENCES AU SEIN DE LA FAMILLE

L'éducatrice de polyvalence de Rive-de-Gier a été mobilisée, en partenariat avec la commune, la compagnie de théâtre Carnages, SOS violences conjugales, la Prévention spécialisée, l'UDAF, Vie Libre, des entreprises d'insertion et la maison de retraite les Myosotis, afin d'échanger sur les violences au sein de la famille.

À partir du spectacle "Amour Amour" de la compagnie Carnages, des tables rondes ont été animées entre le public et les professionnels intervenant dans l'accompagnement des personnes victimes de violences. Des personnes de différents âges et victimes de violence ont participé à ces échanges. Le service social a pu faire connaître ses missions dans une vision plus positive pour les familles. Les échanges avec les victimes ont été facilités et enrichis et des accompagnements individuels ont été mis en place.



ZOOM SUR Une action collective autour de la cuisine

Une action collective a été menée par des éducateurs de polyvalence du territoire de Saint-Étienne, en lien avec l'AGASEF (Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux). Un groupe de 10 enfants (scolarisés en maternelle et collège) ainsi que leur famille ont participé à cette action qui a notamment favorisé l'échange parents - enfants autour de la cuisine et le partage d'un temps de plaisir et de loisirs.

Cette action s'est déroulée sur une période de quatre mois à raison d'une séance par semaine. Les séances se sont déclinées autour de la confection de gâteaux pour partager un goûter collectif. Ces temps de rencontre ont également permis de renforcer le lien avec le service social.

107,79 M€ de budget

2 662 informations préoccupantes

2 141 enfants confiés

2 362 enfants pris en charge

406 jeunes majeurs

2 079 enfants suivis en assistance éducative (judiciaire)

814 enfants suivis en assistance éducative (administratif)

646 assistants familiaux agréés, **494** en service actif

200 mineurs non accompagnés et **267** jeunes majeurs

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL DES FAMILLES

Dans le cadre de l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance, une journée autour de l'accompagnement social des familles en période Covid a été proposée aux professionnels en lien avec les chercheurs du Centre Max Weber des universités Lyon II et Jean Monnet de Saint-Étienne. Une publication sur le retour de cette journée a été présentée lors de la conférence stratégique de l'ODPE début 2022. Ce retour a permis de mettre en valeur toutes les adaptations, changements et innovations nécessaires pour assurer la continuité de l'accompagnement auprès des familles. À souligner, les familles accompagnées ont contribué à ce travail collectif.

ENFANCE ET FAMILLE

La protection maternelle et infantile (PMI) accompagne les familles : grossesse, naissance et santé de l'enfant, modes de garde... Le Département met en action sa politique dans ce domaine à travers son Schéma prévention-protection de l'enfance.

ZOOM SUR

La réorganisation de la direction enfance

2021 a été une année marquée par une réorganisation substantielle de la direction enfance. Après une phase de rapprochement entre le volet prévention et le volet protection en 2020, la direction de l'enfance a souhaité faciliter les liens entre l'adoption et le service placement familial. Un seul service regroupe ainsi ces deux thématiques. Il a également été renforcé dans ses ressources humaines. Cette transformation va permettre la mise en mouvement de la CESSEC (Commission d'examen de la situation et du statut des enfants confiés).

FORMATION AUTOUR DE L'ACCOMPAGNEMENT ÉDUCATIF

Les équipes enfance se sont mobilisées pour intégrer la formation-action autour de l'accompagnement éducatif en famille d'accueil et en établissement. Cette démarche a pour finalité la construction de référentiels administratifs et éducatifs afin d'enrichir la boîte à outils et les pratiques des professionnels. Cette formation devrait également permettre une harmonisation des réponses aux publics suivis et soutenus dans le champ de la prévention et la protection de l'enfance.



EXPÉRIMENTATION DE NOUVEAUX MODES DE COMMUNICATION

Les modalités de gestion de la crise sanitaire ont très fortement augmenté les interactions entre les équipes PMI et les différents modes de garde des jeunes enfants : information sur les fermetures de crèches, recherche de places d'accueil pour les parents prioritaires, dérogation temporaire du nombre de places d'accueil pour les assistants maternels, transmission des recommandations Covid... Des permanences téléphoniques quotidiennes ont été instaurées sur chaque territoire, permettant une meilleure disponibilité et réactivité aux questions des structures, des assistants maternels et des parents.

Des newsletters ont été régulièrement adressées aux 4 500 assistants maternels et aux animatrices de plus de 50 Relais petite enfance. Parallèlement à la crise sanitaire, le secteur de l'accueil de la petite enfance a connu une refonte réglementaire importante. Cinq webinaires ont été proposés aux gestionnaires, directeurs, référents techniques d'établissements, afin de présenter les éléments principaux de cette réforme. Plus de 120 professionnels d'Établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE) se sont mobilisés.

113,43 M€ de budget

18 203 bénéficiaires du RSA (BRSA)

16 447 BRSA orientés dont **6 307** en parcours socio-professionnel

12 271 contrats validés

1 440 sorties du dispositif LOIRE par l'emploi ou la formation

471 placements opérés dans le cadre de Remise en Jeu (+34%)

243 BRSA en parcours dans les structures d'Insertion par l'activité économique (IAE)

PLATEFORMES DE DIAGNOSTIC ET D'ORIENTATION (PFO)

Des PFO sont organisées dans chaque Unité locale d'insertion (ULI), une ou plusieurs fois par mois (129 en 2021), afin de proposer le mode d'accompagnement le plus adapté aux usagers. Ces activités contribuent à la diminution des publics BRSA non orientés.

Les assistants administratifs contribuent à leur préparation, leur organisation et leur suivi (6 571 dossiers à l'ordre du jour des PFO en 2021). Les techniciennes insertion assurent un rôle central dans leur animation aux côtés des représentants de Pôle Emploi, du Service social départemental (SSD) et des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE).

Au sein des PFO, la détermination de l'orientation et du mode d'accompagnement des publics relève de trois typologies. En 2021, plus de 6 000 orientations y ont été définies : 21% pour un parcours à dominante sociale, 58% pour un parcours à dominante socio professionnelle mis en œuvre par les référents de parcours et 21% pour un parcours à dominante professionnelle.

INSERTION

La direction de l'insertion et de l'emploi oriente les bénéficiaires du RSA vers l'accompagnement le plus adapté à leur situation (social, socioprofessionnel ou professionnel). Elle les accompagne vers et dans l'emploi tout en veillant au bon respect de leurs droits et devoirs.

REMISE EN JEU ET CONTRATS AIDÉS

Le dispositif Remise en Jeu est soutenu par le Fonds social européen et mis en œuvre par le Département. Cette offre de services repose sur l'accompagnement, le conseil auprès de publics en insertion et la présentation de candidats auprès d'employeurs et/ou d'acteurs économiques. Un accompagnement renforcé post contrats aidés peut compléter les démarches engagées.

93% des recrutements en 2021 concernent des contrats d'une durée supérieure ou égale à 6 mois. Ils peuvent faire l'objet de mesures d'accompagnement au titre de Contrats initiatives emploi (CIE) ou de Contrats emploi compétences (CEC).

En 2021, 100 CIE ont permis aux candidats d'accéder à un poste durable et d'être formés sur leur poste dans le secteur marchand. 69% des postes en CIE ont été directement signés en contrat à durée indéterminée. Les principaux secteurs d'activité concernés par ces mesures sont le commerce, l'hôtellerie-restauration et l'industrie.

Dans le secteur non marchand, 310 postes étaient à pourvoir auprès de 137 employeurs. 300 conventions CEC ont été mobilisées pour favoriser le recrutement de bénéficiaires du RSA. L'étude réalisée par les services du Département démontre que 12 mois après la fin du contrat aidé et/ou un accompagnement renforcé post contrat, près de 60% des personnes étaient toujours en emploi.

En représentant plus de 30% des CEC mobilisés par l'ensemble des Départements ou agglomérations, la Loire est le premier Département d'Auvergne-Rhône-Alpes financeur et prescripteur de ces mesures.



ZOOM SUR Les dynamiques partenariales

Une dynamique partenariale associant approches locale et départementale et de nombreux acteurs s'est poursuivie et/ou consolidée avec l'État, la Région, les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les communes et leur CCAS, des acteurs du service public de l'emploi tels que Pôle Emploi et les Missions locales, les syndicats et branches professionnelles...



AUTONOMIE

La politique Autonomie vise à accompagner les personnes âgées et les personnes handicapées, à domicile ou en établissement, et à mettre en œuvre des actions pour préserver leur autonomie et retarder leur entrée dans la dépendance.

Chiffres clés 2021

234,85 M€ de budget

193 094 personnes accueillies à la Maison Loire Autonomie (accueil téléphonique et physique)

190 professionnels au sein de la Maison Loire Autonomie (Direction Autonomie et MDPH)

34 475 bénéficiaires de prestations en faveur de l'autonomie financées par le Département

40 183 décisions et avis formulés par la MDPH

DES MÉTIERS DE L'AIDE À DOMICILE PLUS ATTRACTIFS

Trois avenants à la branche d'activité de l'Aide à domicile (BAD) sont venus renforcer l'attractivité des métiers de l'aide à domicile. En 2021, le Département a versé aux Services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) concernés 3 M€ permettant notamment la revalorisation des salaires des professionnels prévue par les avenants de la BAD. Objectif : conserver et recruter les professionnels indispensables au maintien à domicile de la population ligérienne, dont le souhait est de bien vieillir chez elle.

SOUTIEN AUX ÉTABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

Une aide exceptionnelle à l'investissement de 800 000 €, destinée aux établissements sociaux et médico-sociaux en charge de l'accueil des publics fragilisés, a été apportée en 2021 pour leur permettre de réaliser des travaux de mise aux normes ou de rénovation de leurs bâtiments et matériels, ceci afin d'améliorer le confort et la sécurité des résidents.

ZOOM SUR

La modernisation des SAAD des personnes âgées et handicapées

Consécutivement à un appel à manifestation d'intérêt, une enveloppe de près de 150 000 € a été distribuée en 2021 pour la modernisation des SAAD des personnes âgées et handicapées. Cet appel à manifestation d'intérêt visait à inciter les services à réaliser l'acquisition de matériels informatiques sophistiqués dans le but d'optimiser la planification de leurs activités, d'accroître leurs capacités de traitement de l'information, de sécuriser leurs processus de travail et de gagner en productivité.





LOGEMENT ET HABITAT

La politique départementale du logement et de l'habitat vise à favoriser l'adaptation des logements pour les seniors. Elle veut faciliter l'accès et le maintien dans le logement pour les plus fragiles, en mettant l'accent sur les actions préventives visant à traiter les causes du mal-logement. Enfin, elle lutte contre la précarité énergétique, en affirmant son rôle de chef de file confié par la loi NOTRe.

Chiffres clés 2021

2,23 M€ de budget

304 ménages accompagnés dans le cadre du PIG départemental

35 913 contacts auprès de la MDHL (+33%)

1 190 ménages aidés au titre du Fonds de solidarité logement (FSL)

238 ménages accompagnés dans le cadre du Dispositif d'accompagnement pour les accédants à la propriété (DAAP) depuis sa création en 2013

33 diagnostics pour un usage économe du logement (DUEL)

APPEL À PARTENARIAT "LOGEMENTS ADAPTÉS"

L'appel à partenariat lancé en 2019 pour favoriser le développement d'une nouvelle offre locative de logements accessibles aux seniors a été reconduit en 2021. Il porte sur les travaux d'adaptation de logements communaux, pour les rendre accessibles aux personnes âgées en perte d'autonomie ou sur la création de logements en transformant des bâtiments communaux (ancienne mairie, presbytère, etc.).

Les communes sont aidées à hauteur de 20% du montant des travaux dans la limite de :

- 10 000 € par logement pour la rénovation de logements communaux non adaptés existants en logements adaptés,
- 20 000 € par logement pour la réhabilitation/transformation d'un bâtiment communal en logements adaptés.

Malgré un contexte difficile, les communes ont répondu à l'AAP 2021 à l'instar de la commune de Juré dont le projet a été retenu, et qui va permettre la réhabilitation et transformation d'un bien communal en un logement adapté. La subvention octroyée pour la réhabilitation de ce logement s'élève à 18 640 €. Cette action sera reconduite en 2022.



ZOOM SUR

La Maison départementale de l'habitat et du logement (MDHL)

Le Département anime un réseau de trois MDHL implantées à Saint-Étienne, Roanne et Montbrison. C'est un lieu d'information et d'orientation permettant de répondre gratuitement à toutes les questions sur la thématique de l'habitat.

À ce jour, l'offre de services permet de répondre :

- aux questions juridiques, financières et fiscales avec l'ADIL,
- aux besoins d'information et d'accompagnement à la rénovation énergétique avec l'Agence locale énergie climat (ALEC) de la Loire,
- aux projets de construction, de rénovation et d'aménagement liés à la perte d'autonomie avec les architectes conseil,
- aux questions sur les aides financières aux travaux et une aide à l'accès et au maintien des plus fragiles par Soliha Loire/Puy-de-Dôme.

Très impactées par le contexte sanitaire en 2020, les MDPH ont eu une activité particulièrement intense et en constante progression en 2021, notamment liée à l'actualité relative à l'habitat et la communication nationale sur la thématique de la rénovation énergétique (Ma prime renov). Les procédures d'accueil des usagers ont dû être repensées et les partenaires ont dû se doter de moyens humains supplémentaires. La mise en place d'un accueil et d'une ligne téléphonique dédiée à la MDHL de Montbrison a permis de mieux prendre en compte cette demande.

LA PRÉVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES

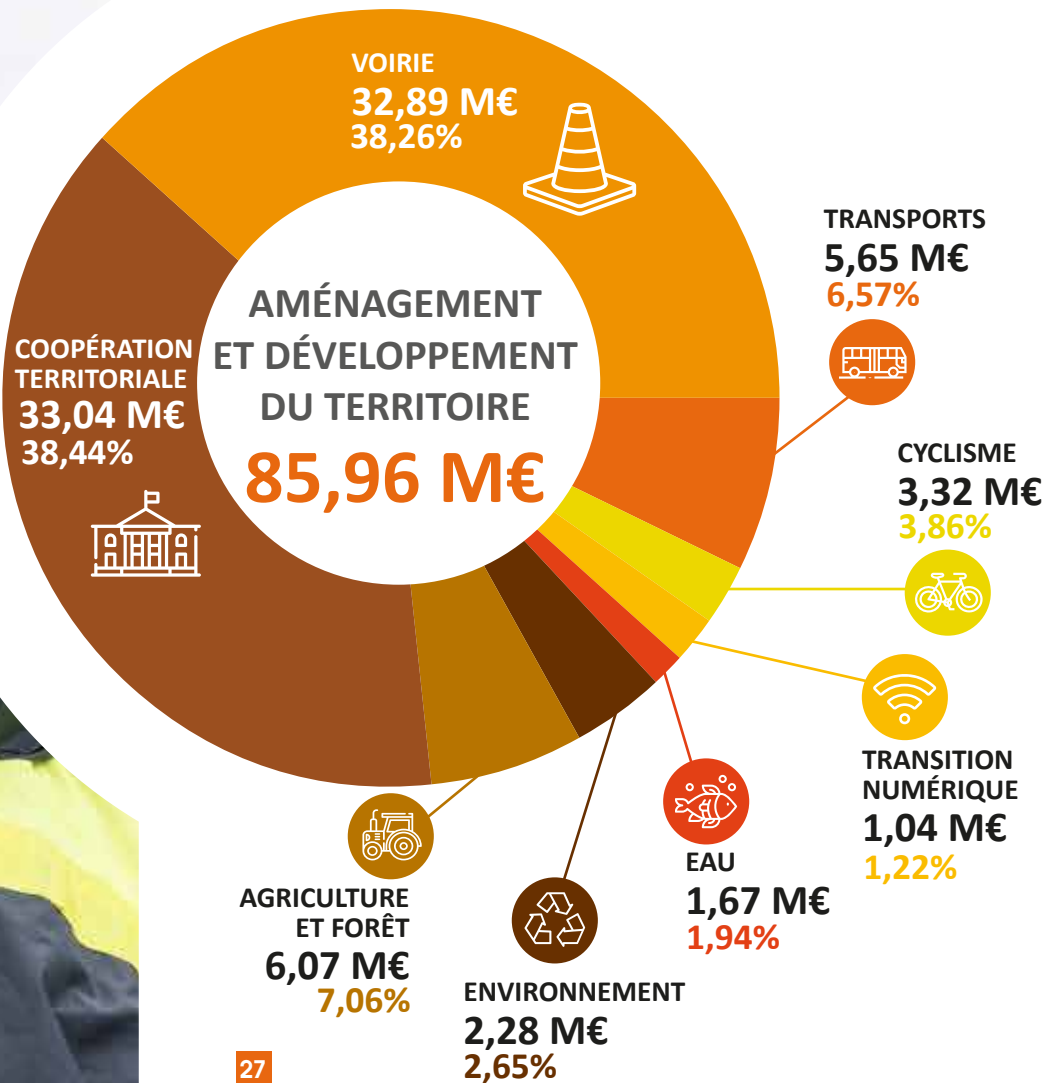
2021 est l'année d'entrée en vigueur du nouveau Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) de la Loire. Un des axes principaux de ce plan est la prévention des expulsions locatives. Dans ce cadre, un renforcement temporaire des Commissions de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) a été proposé. Objectif : réduire le nombre d'expulsions locatives et lorsque c'est inévitable, faciliter les expulsions en proposant systématiquement un relogement. À ce titre, un chargé de mission a été recruté par l'ADIL (Agence départementale d'information sur le logement).

Par ailleurs, un travail partenarial (État, CAF, Département) s'est mis en place en 2021 sur une nouvelle organisation de la CCAPEX Loire Sud. Il permettra à chaque usager d'avoir un interlocuteur et une institution CAF unique en charge de le recevoir et de l'accompagner tout au long de la procédure d'expulsion, si les actions de prévention n'aboutissent pas.



AMÉNAGEMENT
ET DÉVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE





32,89 M€ de budget

3 240 km de linéaire de voirie départementale

1 570 ouvrages d'art

RÉPARATION DU PONT SUR LE LIGNON

13 M€ sont consacrés aux réparations des chaussées et des ouvrages d'art (ponts et murs de soutènement). Près d'une centaine d'interventions sont réalisées chaque année.

En 2021, ces programmes ont bénéficié du plan de relance de l'investissement départemental avec 1,7 M€ de crédits supplémentaires dédiés à ces actions.

En matière d'ouvrages d'art, le principal chantier a concerné la réparation du pont sur le Lignon au sud du lieu-dit Naconne à Cleppé pour un montant de près d'1 M€.

UN PROCÉDÉ INNOVANT SUR LA RD39

Un chantier environnemental innovant a également été réalisé sur la RD39 entre le bourg de Mably et la RN7 : le retraitement de la chaussée en place avec ajout de poix pour remobiliser le bitume et régénérer la chaussée. Sous-produit de l'industrie papetière, la poix peut ainsi être valorisée en permettant un renforcement de la chaussée sans apport de cailloux ni de bitume.

VOIRIE

Acteur incontournable de l'aménagement du territoire, le Département contribue au développement économique des bassins de vie et facilite les déplacements par une offre multimodale et des infrastructures adaptées. Il contribue également à la préservation du cadre de vie par des aménagements environnementaux.



ACQUISITION D'ÉPANDEURS À LAIT DE CHAUX

Pour mieux gérer les voiries durant les périodes de forte chaleur et assurer la sécurité des usagers, quatre épandeurs à lait de chaux ont été acquis pour lutter contre le ressuage (phénomène par lequel le bitume ressort du revêtement en surface, en cas de fortes chaleurs, diminuant l'adhérence).

Épandu à la surface de la chaussée, ce produit a deux effets : il évite que le bitume ramolli colle aux pneus des véhicules et il limite l'élévation de la température de la chaussée. Cette méthode, sans effet néfaste sur l'environnement, est une véritable alternative au gravillonnage.

5,65 M€ de budget

Près de **1 100** élèves et étudiants en situation de handicap transportés (TEEH) ou aidés par le Département pour leurs trajets domicile-établissement scolaire

29 contrats de transport renouvelés pour les TEEH

Plus de **330** circuits chaque jour dont 7% en véhicule électrique

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE MOBILITÉ DE L'ADMINISTRATION

Le Département a souhaité impulser une nouvelle dynamique de son plan de mobilité en s'appuyant sur un plan d'action adopté fin 2019. L'objectif est d'optimiser et de rationaliser les déplacements générés par l'activité de l'administration, dans un souci d'exemplarité environnementale.

Les actions de ce plan s'articulent autour de trois grands axes :

- Sensibiliser la collectivité (communication, animation, sensibilisation à l'écomobilité, etc.)
- Proposer des alternatives écomobiles (promotion du vélo, de l'autopartage, du covoiturage, des transports en commun, de la visioconférence, etc.)
- Accompagner aux changements (télétravail, formation écoconduite, optimisation des véhicules de service, etc.)

TRANSPORTS

La mobilité est un facteur clé de l'attractivité d'un territoire, de sa vitalité et des dynamiques d'échanges et de création de richesses. Le Département intervient à différents niveaux, tels que le transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap (TEEH) ou en tant qu'employeur, avec le plan de mobilité de l'administration.

DES ANIMATIONS POUR DÉVELOPPER L'USAGE DU VÉLO

Avec la contribution de l'association Ocivélo, ont été proposés :

- un webinaire "Code de la route vu du guidon" à destination de l'ensemble des agents pour les sensibiliser aux bonnes pratiques, à la sécurité et aux nombreux bienfaits du vélo,
- un temps de sensibilisation au vélo et de présentation des vélos à assistance électrique de service organisé à Saint-Étienne, Montbrison et Roanne pour inciter à la pratique au quotidien (déplacements domicile-travail et professionnels),
- des sessions de formation théorique et pratique à l'utilisation des vélos et vélos à assistance électrique pour les référents de parcours (Direction de l'insertion et de l'emploi), avec le double objectif de sensibiliser en interne et de diffuser le vélo comme solution de mobilité inclusive auprès des bénéficiaires du RSA.

La crise sanitaire et les nouvelles organisations du travail ont modifié les comportements en termes de mobilité (vélo plébiscité en ville) et de non mobilité (développement de la visioconférence, déploiement du télétravail conventionné pour 1 250 agents).

ZOOM SUR

La promotion de l'écomobilité

Pour promouvoir l'écomobilité, plusieurs initiatives à destination des agents ont été mises en place :

- des actions de communication, d'information et de sensibilisation,
- la création sur la digital workplace de pages dédiées à la mobilité durable,
- la proposition d'articles, témoignages d'agents et éco-gestes sur les sujets de l'écomobilité,
- l'animation d'un réseau d'une quinzaine de référents mobilité de site pour relayer les bonnes pratiques auprès des services et faire remonter les besoins et demandes des agents.



3,32 M€ de budget

100 Km de véloroute voie verte (véloire) dont **21 km** en voie verte
et **80 km** en voie partagée

171 000 passages cumulés sur la Véloire (cyclistes/piétons)

8 boucles locales jalonnées dans le Roannais

130 km de routes départementales aménagés pour les vélos durant le schéma
vélo 2012/2020

14 cols emblématiques jalonnés

DÉPLOIEMENT DU LABEL "ACCUEIL VÉLO"

L'agence de développement Loire tourisme accompagne l'émergence d'une offre qualifiée de prestataires et de services en capacité de répondre aux attentes de la clientèle vélo en itinérance. Cette démarche s'appuie en particulier sur le déploiement du label "Accueil vélo", marque nationale reconnue. Ce label identifie de manière lisible les établissements et les lieux de visite proposant un accueil et des services appropriés à la pratique cyclotouristique, ces derniers devant se trouver à moins de 5 km d'un itinéraire cyclable.

POLITIQUE CYCLISTE

Le Département s'est doté d'une politique cycliste volontariste et ambitieuse, formalisée dans le premier schéma départemental de développement du vélo dans la Loire 2013/2020. L'objectif est de positionner le Département en qualité d'aménageur et de couvrir tous les usages du vélo (loisirs, sportifs, déplacements), en répondant aux enjeux sociaux et sociétaux, économiques et d'attractivité.

DES BOUCLES LOCALES CONNECTÉES À LA VÉLOIRE

Pour compléter et conforter l'offre vélo, les territoires ont été incités à formuler des propositions de boucles locales venant se connecter à l'infrastructure départementale de la Véloire et mailler le territoire à la découverte des atouts touristiques ou patrimoniaux du département. Ces propositions de balades doivent être praticables sur une demi-journée, voire une journée (itinéraire inférieur à 50 km empruntant des voiries existantes revêtues, en itinéraire partagé, avec un trafic inférieur à 500 véhicules par jour).

Fin 2021, l'offre se compose de huit boucles locales jalonnées sur les territoires de Charlieu-Belmont Communauté et Roannais Agglomération. Les fiches détaillées de ces boucles sont téléchargeables sur loirestory.com (Loire tourisme) ainsi que sur les sites des Offices de tourisme des territoires concernés.



2,28 M€ de budget

37 nouveaux étangs intégrés dans les démarches agro-environnementales Plan Loire IV

Plus de **230 000** visiteurs comptabilisés sur 6 Espaces naturels sensibles (ENS) du Département équipés d'éco-compteurs

Plus de **800** personnes ayant profité d'animations dans le cadre des Rendez-vous nature

AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE D'ACCUEIL DU PUBLIC À SALVARIS

Conçue par le service environnement et le STD Forez-Pilat, cette aire d'accueil, finalisée en juin 2021, a été installée sur une ancienne friche en terre où le stationnement était anarchique. Objectifs de cet aménagement : organiser et limiter la circulation motorisée sur l'ENS et utiliser des matériaux locaux et durables pour rendre le site attractif, tout en conservant une certaine discrétion.

Le coût des travaux s'élève à 92 000 €. Pour une meilleure intégration paysagère, les arbres déjà existants ont été laissés en place et protégés pendant la durée du chantier.

Les plantations complémentaires apporteront de l'ombrage au parking et aux espaces de pique-nique aménagés. Trois tables de pique-nique en bois viennent compléter l'aménagement, dont une table spécifique PMR avec un cheminement design, travaillé sur les aspects visuels et fonctionnels.

Un nouvel espace de 800 m², en pelouses naturelles du Pilat, vient également compléter l'aire d'accueil : les visiteurs peuvent s'y reposer ou déjeuner sur l'herbe avec une vue imprenable sur l'agglomération stéphanoise.

ENVIRONNEMENT

La politique de l'environnement s'inscrit dans une démarche d'aménagement du territoire qui vise à faire des milieux naturels un atout au service d'un développement durable. Elle participe à la qualité de vie des Ligériens en préservant la biodiversité, les milieux naturels et les paysages.

Elle est accompagnée par des actions d'éducation à l'environnement, à l'écocitoyenneté et au développement durable, à destination des agents de la collectivité, des scolaires, au sein des collèges notamment, et du grand public.

33,05 M€ de budget

130 projets accompagnés dans le cadre des appels à partenariat (AAP) de travaux

160 réunions sur les territoires

21 projets engagés au titre des contrats négociés

15 M€ dédiés au plan de relance départemental par l'investissement
dont **8 M€** pour accompagner les collectivités dans leurs projets

644 subventions d'initiatives associatives locales (SIAL) attribuées
soit **459 531 €**

DÉMATÉRIALISATION DES APPELS À PARTENARIAT

Les appels à partenariat (AAP) permettent de soutenir des projets portés par des collectivités qui s'inscrivent dans des politiques fortes du Département. 10 AAP étaient en cours en 2021 avec 175 projets déposés et 148 accompagnés pour un montant total de 4,22 M€ engagés. La réalisation de ces projets permet de renforcer l'action départementale dans les domaines considérés (eau, numérique, lecture publique, tourisme, etc.). Ils traduisent également un travail transversal en interne et partenarial en externe. L'année 2020 a permis d'expérimenter une première dématérialisation concernant l'AAP "Loire connect". Après un bilan très positif (aussi bien au niveau des services que des collectivités), huit nouveaux AAP ont été dématérialisés en 2021.

COOPÉRATION TERRITORIALE

L'accompagnement technique et financier
des collectivités est un axe important de la politique
de coopération territoriale.

Mairie de Saint-Nizier-de-Fornas

ÉVALUATION DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT

Au cours du 1^{er} semestre 2021, le suivi évaluatif des dispositifs d'accompagnement des collectivités s'est enrichi d'indicateurs d'impacts. Cela s'est concrétisé par la réalisation d'une enquête auprès des communes et leurs groupements, et d'entretiens avec sept membres du comité de suivi des solidarités territoriales.

L'analyse des 108 questionnaires retournés (taux de réponse d'environ 30%) révèle une grande satisfaction des collectivités concernant les dispositifs de solidarité.

On peut ainsi souligner :

- l'effet levier du soutien financier du Département puisque 84% des communes interrogées n'auraient pu réaliser leur projet sans ce soutien,
- le recours de toutes les collectivités à au moins un dispositif d'accompagnement financier du Département sur la période du mandat,
- la satisfaction de toutes les collectivités (100%) concernant le dispositif d'appel à partenariat.

Le suivi évaluatif a permis de nourrir la réflexion sur le devenir des dispositifs d'accompagnement des collectivités pour le nouveau mandat. La démarche de révision des dispositifs a été engagée fin 2021 et aboutira en 2022 avec des propositions concrètes à mettre en œuvre en 2023.

ZOOM SUR

Le partenariat avec l'EPASE (Établissement public d'aménagement de Saint-Étienne)

L'année 2021 a permis de finaliser et d'adopter le Plan partenarial d'aménagement (PPA) pour la période 2021-2032, suite à de nombreux échanges entre les partenaires institutionnels de l'EPASE. Les actions prévues en 2021 ont pu être engagées et le Département a participé aux Conseils d'administration de l'EPASE.



La Nouvelle Manufacture - EPASE - EPA Saint-Étienne

1,67 M€ de budget

109 000 € alloués à l'Établissement Public Loire dont le Département est membre

49 points de suivi sur la qualité de l'eau des rivières

85 dossiers accompagnés dans le cadre des AAP Eau et milieux aquatiques soit

2,74 M€

UNE UNITÉ DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE À BALBIGNY

La commune de Balbigny ne dispose aujourd'hui que d'une seule ressource en eau potable, constituée de trois puits dans une nappe alluvionnaire superficielle. Cette ressource est sensible aux pollutions diffuses (nitrates et pesticides). Elle a été identifiée comme prioritaire pour la mise en place d'un programme d'actions visant à la protéger dans le cadre du SDAGE Loire-Bretagne et des travaux du Grenelle de l'environnement.

Afin de diversifier ses ressources et de sécuriser son alimentation en eau potable, la commune a engagé plusieurs actions, notamment la création d'un forage profond et la mise en place d'une interconnexion avec le Syndicat mixte des eaux des Monts du Lyonnais (SIEMLY). La construction d'une unité de traitement de l'eau potable, demandée par l'Agence régionale de Santé, est nécessaire pour utiliser l'ensemble de ces ressources. Elle permettra de traiter l'agressivité de l'eau, la turbidité, les pesticides ainsi que l'arsenic naturellement présent dans le captage profond.

Le projet de construction d'une unité de traitement en eau potable, dont le montant des travaux est estimé à 2,52 M€ bénéficie d'une subvention de 200 000 € au titre de l'appel à partenariat "eau et milieux aquatiques 2021".

EAU POTABLE ASSAINISSEMENT MILIEUX AQUATIQUES

Les travaux subventionnés contribuent à protéger les ressources en eau destinées à la production d'eau potable, à sécuriser l'alimentation en eau par des interconnexions, à réduire les pertes mais aussi à améliorer la qualité des milieux aquatiques par une meilleure collecte et épuration des eaux usées. Ils sont inscrits dans le cadre plus global et transversal de la politique de l'eau.

SUIVI DE LA QUALITÉ DES EAUX SUPERFICIELLES

Entre 2002 et 2021, le Département a assuré la coordination et la gestion d'un réseau de 49 points de suivi de la qualité de l'eau. Ce réseau départemental permet :

- d'identifier et observer les cours d'eau présentant une mauvaise qualité d'eau et de mieux appréhender l'origine des dysfonctionnements,
- de mesurer les améliorations apportées par les opérations en cours : SAGE Loire en Rhône-Alpes, contrats de rivières, toute opération de restauration des eaux, etc.,
- de participer à la définition des programmes de gestion des rivières.
- d'assurer l'alimentation en eau potable

Le marché de prélèvements et d'analyses physico-chimiques et hydrobiologiques s'est terminé le 31 décembre 2021. Préalablement au lancement du nouveau marché pour la période 2022-2025, une optimisation du réseau de suivi a été menée en 2021. Les objectifs étaient de conserver les chroniques de données enregistrées depuis 2002 et d'optimiser les fréquences de suivi. La programmation sur la période 2022-2025 inclura toujours 49 stations (46 historiquement suivies et trois nouvelles stations). La fréquence de suivi est annuelle pour une trentaine de stations et tous les deux à trois ans pour les autres. La communication de tous les résultats sera poursuivie sur le site internet rivieres.loire.fr, avec un lien via loire.fr.



L'AMÉNAGEMENT DU CANAL DU FOREZ

En tant que propriétaire du canal du Forez, infrastructure stratégique pour l'irrigation de la plaine du Forez et la production fourragère ligérienne, le Département a assuré la maîtrise d'ouvrage (46 500 € de dépenses en 2021) :

- de travaux de reprise d'étanchéité du pont-canal du Phéline,
- de diagnostics pour contrôler l'état de plusieurs siphons et sous-bassement de ponts routiers.

1,04 M€ de budget

5 axes stratégiques

15 programmes d'actions

45 conseillers numériques pour le territoire

51 projets de collectivités soutenus dans le cadre de l'Appel à partenariat Loire Connect

1 500 participants aux Universités du Très haut débit

UNIVERSITÉS DU TRÈS HAUT DÉBIT

Les 6 et 7 octobre, le Département a largement participé à l'organisation des Universités du Très haut débit au Centre des Congrès de Saint-Étienne. Près de 1 500 professionnels des télécoms ont répondu présents.

RÉVISION DU SDTAN

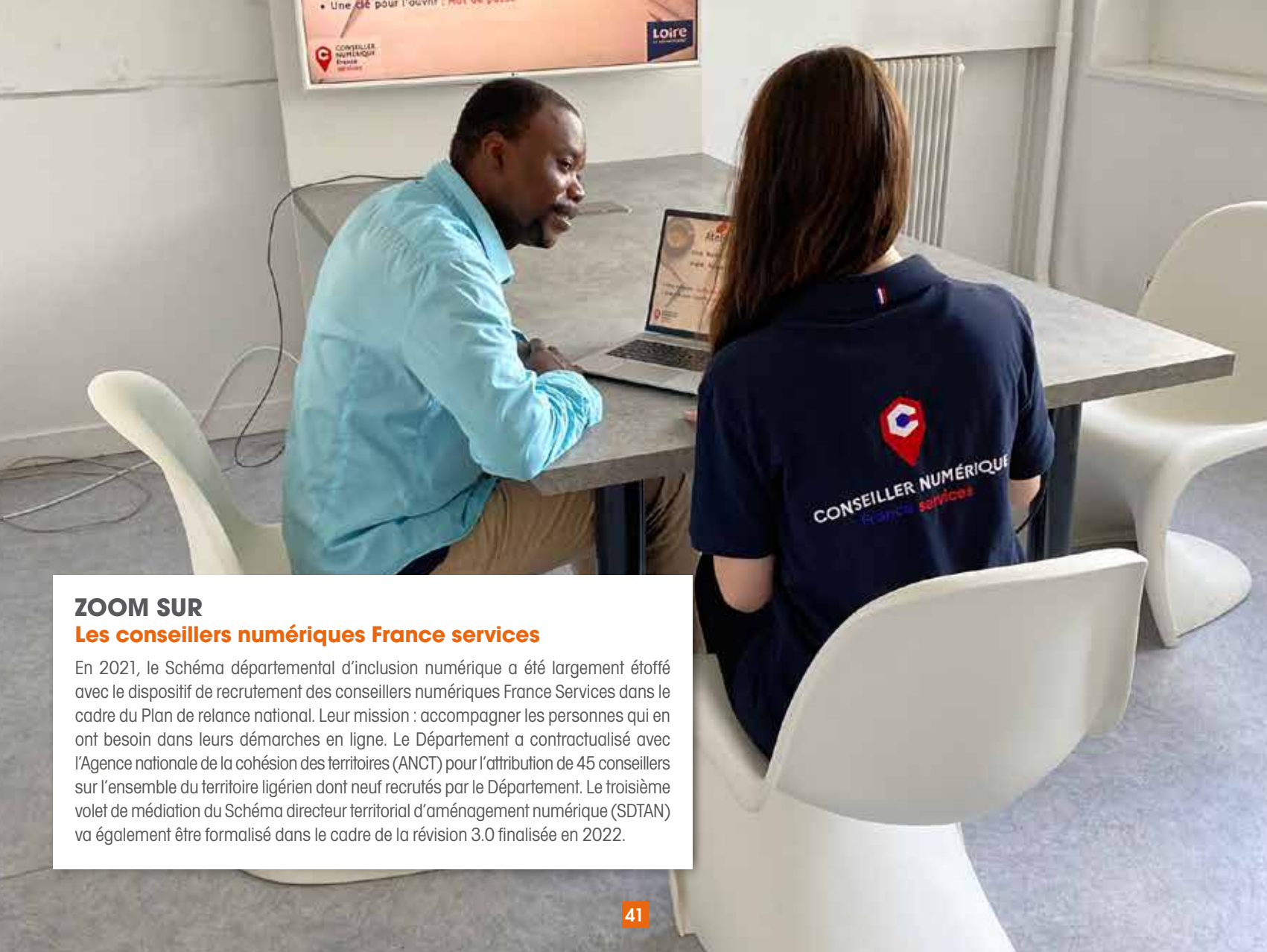
La consultation pour la troisième révision du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) a débuté, notamment avec des ateliers de créativité autour des quatre thèmes majeurs de la feuille de route :

- Territoire intelligent et durable
- Cybersécurité
- Médiation : de l'inclusion à l'expertise
- Numérique responsable, par le biais du reconditionnement du matériel informatique

Objectif : établir le diagnostic numérique du territoire.

TRANSITION NUMÉRIQUE

La politique de transition numérique doit être à même de répondre aux enjeux sociétaux, de développer une attractivité forte pour le territoire et d'accueillir l'ensemble des Ligériens. Elle s'appuie sur cinq axes stratégiques : donner l'envie du numérique pour mener à bien une véritable transformation culturelle, simplifier le quotidien, créer l'action sociale de demain, être le garant d'infrastructures de qualité et enfin, être acteur de son territoire.



ZOOM SUR

Les conseillers numériques France services

En 2021, le Schéma départemental d'inclusion numérique a été largement étoffé avec le dispositif de recrutement des conseillers numériques France Services dans le cadre du Plan de relance national. Leur mission : accompagner les personnes qui en ont besoin dans leurs démarches en ligne. Le Département a contractualisé avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour l'attribution de 45 conseillers sur l'ensemble du territoire ligérien dont neuf recrutés par le Département. Le troisième volet de médiation du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) va également être formalisé dans le cadre de la révision 3.0 finalisée en 2022.



AGRICULTURE ET FORÊT

La politique agricole et forestière du Département s'articule autour d'actions et de programmes reposant d'une part, sur des compétences propres au Département et d'autre part, sur la convention signée le 15 février 2017 par le Département et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire. Les différentes interventions sont adossées à des régimes d'aides de l'État compatibles avec les règles européennes.

Chiffres clés 2021

6,07 M€ de budget

4 056 exploitations employant **7 584** actifs permanents

159 établissements employeurs pour **5 983** postes

1 800 entreprises

7 000 emplois liés à la filière forêt bois

48% du territoire ligérien occupé par l'espace agricole

28% du territoire ligérien recouvert par la forêt (recensement agricole 2020)

393 M€ de production des exploitations agricoles dont :

132 M€ de lait et produits laitiers et **84 M€** de bovins et viandes

SOUTIEN AUX AGRICULTEURS VICTIMES DU GEL

Suite à l'épisode de gel intense qui a impacté la région en avril 2021, le Département a voté en octobre une aide exceptionnelle d'un montant de 600 000 €. Cette aide sera versée en 2022 aux arboriculteurs, apiculteurs et viticulteurs qui ont subi de lourdes pertes à cause de cet aléa climatique. Elle viendra compléter les aides et indemnités attribuées par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA) et la Mutualité sociale agricole (MSA).

LANCEMENT D'UNE ÉTUDE PAEN "CÔTES DU FOREZ"

À la demande de Loire Forez agglomération, le Département accompagne une étude de définition d'un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) dans le secteur de Montbrison, le long de la RD8.

Le projet, validé par les conseillers départementaux en mars 2021, concerne 13 communes : Leigneux, Boën-sur-Lignon, Sainte-Agathe-la-Bouteresse, Trelins, Marcoux, Marcilly-le-Châtel, Pralong, Champdieu, Moingt-Montbrison, Saint-Thomas-la-Garde, Saint-Romain-le-Puy, Saint-Georges-Haute-ville et Boisset-Saint-Priest.

La nécessité de maîtriser l'étalement urbain dans ce secteur est justifiée par des enjeux croisés agricoles, naturels et paysagers. Il s'agit en effet de préserver à la fois les activités viticoles, avec l'AOC Côtes du Forez, l'élevage, ainsi que la biodiversité et les continuités écologiques entre la plaine et les monts du Forez. L'ensemble des agriculteurs seront rencontrés pour définir le périmètre PAEN et associés à l'élaboration du programme d'actions.

Ce projet est animé par Loire Forez agglomération, avec le soutien financier du Département et de l'Europe, dans le cadre du dispositif LEADER Forez.



ZOOM SUR

Le concours des produits fermiers innovants

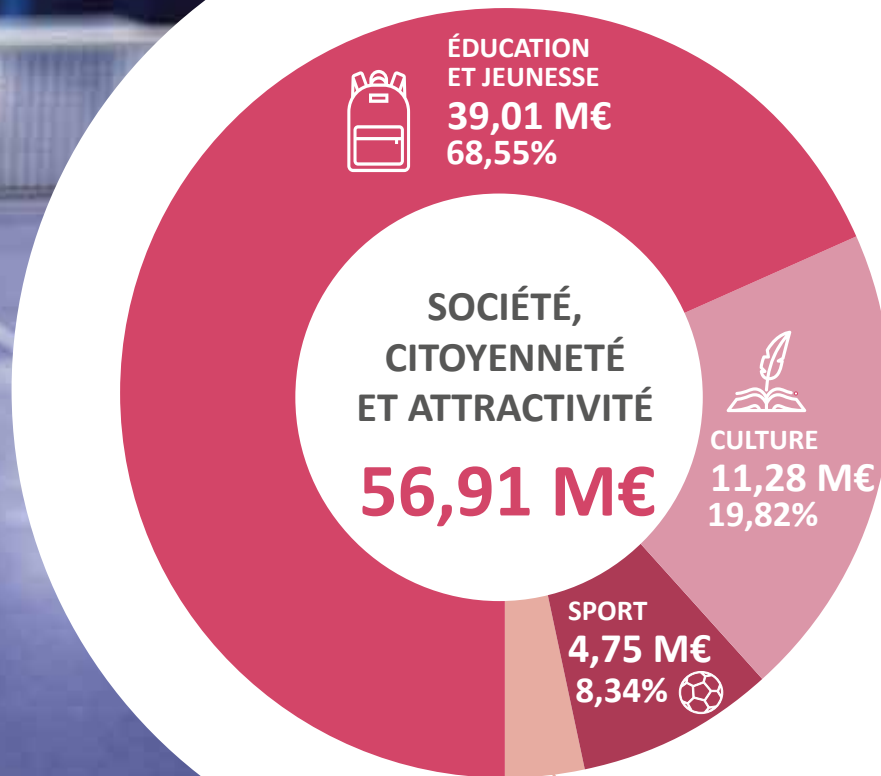
Le jury composé de professionnels de la gastronomie a dégusté les 20 produits fermiers ligériens en lice pour cette 17^e édition. Les gagnants ont reçu leurs prix le 3 octobre 2021 au cours des Journées de la fourme et des Côtes du Forez à Montbrison, des mains du parrain du concours : le chef étoilé Sylvain Roux du restaurant Château Blanchard. Le 1^{er} prix a été remporté par "le Rucher Antoline", pour sa pâte à tartiner au chocolat et au miel.





SOCIÉTÉ,
CITOYENNETÉ
ET ATTRACTIVITÉ





Tourisme
1,87 M€
3,29%

39,01 M€ de budget

50 collèges publics dont **48** gérés par le Département

450 agents techniques dont **109** ayant une activité en lien avec la restauration scolaire

3 restructurations de collèges publics à venir pour un montant de travaux estimé à

41 M€

38 demi-pension et **15 000** repas servis chaque jour

1 M€ d'aide à la scolarité pour les collégiens boursiers

3 M€ en 5 ans pour la modernisation de l'infrastructure informatique des collèges

PLAN JEUNES ACTE 2

Compte-tenu de la crise sanitaire, un certain nombre d'actions ont dû être adaptées. C'est le cas du festival "Curieux Voyageurs". À défaut de séances pour les collégiens au Centre de congrès ou de séances délocalisées soutenues par le Département, cette édition en ligne a offert à tous les établissements qui le souhaitaient des séances en classe, sans contrainte de déplacement ni de places limitées. Plus de 3 160 collégiens (115 classes) y ont participé.

L'Opéra de Saint-Étienne a proposé des concerts et ateliers de sensibilisation pour les élèves des deux collèges de Bourg-Argental (Saint-Joseph et Le Pilat) et du collège Jules Ferry à Roanne.

ÉDUCATION ET JEUNESSE

Responsable des collèges, le Département met tout en œuvre pour offrir les meilleures conditions d'apprentissage aux élèves.

Il veille également à les accompagner dans leur vie de futurs citoyens.



DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE DANS LES COLLÈGES

En 2021, la modernisation de l'architecture informatique des collèges s'est poursuivie, avec 12 nouveaux établissements migrés sur des réseaux départementaux dans le cadre du projet "Trajectoire" engagé jusqu'en 2024. Ce programme d'envergure permet aux collèges de s'adapter aux nouveaux usages. Il comprend notamment l'évolution du réseau pédagogique, la prise en charge du réseau administratif par la collectivité et la couverture wifi des établissements.

Parallèlement, une réflexion est engagée sur le futur Schéma directeur du numérique éducatif, en collaboration étroite avec la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale (DSDEN) et la Délégation régionale académique au numérique éducatif (DRANE). Une instance partagée est en cours de construction afin de proposer un dispositif visant à accompagner les collèges dans la conception et la mise en œuvre de leur volet numérique d'établissement.

Le prochain plan pluriannuel d'équipement informatique est en cours d'élaboration. Le parc départemental d'équipements des collèges est composé de plus de 4 000 ordinateurs fixes et portables ainsi que 2 000 tablettes.

Enfin, la reconduction du marché pour l'ENT CyberCollège est en phase de préparation. Dans ce cadre, l'étude de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux modes d'accompagnement sont au cœur des préoccupations.

ZOOM SUR

Le déploiement de l'opération Été jeunes

Parmi les initiatives départementales développées dans le domaine de la jeunesse, la promotion et le développement des activités sportives et de loisirs constituent un axe majeur.

Au programme de cette nouvelle édition de l'Été jeunes : des stages multi-activités, des stages de football avec l'ASSE et l'opération Prévention routière/SDIS (sensibilisation aux gestes qui sauvent). Le Festi'Jeunes, qui rassemble près de 200 jeunes autour d'activités de pleine nature, a été organisé le 8 juillet à Chalmazel.

Les stages sont mis en place en partenariat avec cinq fédérations de jeunesse et d'éducation populaire.

En 2021, l'Été jeunes, ce sont :

- 41 stages de 4 jours sur la période du 7 juillet au 26 août 2021,
- 13 nouveaux stages organisés,
- 638 jeunes accueillis de 11 à 17 ans (taux de remplissage : 95%)
- 5 semaines de stages ASSE pour 270 jeunes (taux de remplissage : 100%)

Le montant total de l'opération 2021 s'est élevé à 270 500 €.



A photograph showing a woman and two children standing on a staircase, all pointing their right arms upwards. The woman is in the background, wearing a red jacket. The children are in the foreground, one wearing a red hoodie and the other a grey hoodie. The background is a blurred staircase.

CULTURE

Le Département mène une **politique volontariste** en faveur de la culture afin de nourrir la création et garantir l'accès à tous et sur tout le territoire à une offre artistique de qualité.

Chiffres clés 2021

11,28 M€ de budget

69 spectacles dans le cadre de la Saison culturelle départementale

1,67 M€ consacrés au soutien au spectacle vivant professionnel

33 conventions d'objectifs signées avec les acteurs culturels professionnels

124 200 € d'aide exceptionnelle à la reprise de **57** spectacles stoppés par la crise sanitaire

35 heures de médiation artistique organisées pour **92** enfants confiés à la Protection de l'Enfance

ACCOMPAGNEMENT À LA PRATIQUE ARTISTIQUE DES ENFANTS CONFIÉS

Après six années d'existence, le groupe de travail Protection de l'enfance/Culture a constaté que l'accompagnement des enfants vers les pratiques artistiques était plus spontané lorsque les adultes qui les accompagnent ont eux-mêmes une sensibilité pour ce domaine.

Trois journées de sensibilisation à la pratique artistique ont été organisées au sein des territoires de Roanne, Montbrison et Saint-Étienne. Ces journées ont été pensées et conçues à destination des professionnels du travail social, en lien avec les structures culturelles du département. L'objectif étant de découvrir et "goûter" au chant, au théâtre et à la danse afin d'en ressentir les bienfaits et de pouvoir plus facilement le communiquer auprès des enfants et ainsi les orienter vers ces pratiques. Au total, 49 professionnels ont participé à ces journées et de nouveaux réseaux ont pu se tisser.

ZOOM SUR

L'accompagnement à la programmation culturelle en bibliothèque "textile"

En 2021, la Médiathèque départementale a proposé un nouveau type d'accompagnement sous forme d'appel à projet en initiant une programmation culturelle co-construite avec les bibliothèques de Régný et Chazelles-sur-Lyon. Une diversité d'actions innovantes sur la thématique du textile a mobilisé différentes ressources partenariales et patrimoniales sur leurs territoires. Objectif : expérimenter la construction et la mise en œuvre d'une programmation afin de proposer une offre culturelle à la population et de développer les compétences des agents bibliothécaires.

Un programme riche et inédit a vu le jour avec 18 actions réalisées, six partenariats déployés. 457 personnes ont participé à une des actions (dont 66% de public scolaire, parmi lesquels des collégiens et lycéens habituellement peu touchés par les bibliothèques).

Ce dispositif a permis de redynamiser les deux bibliothèques partenaires, de les faire connaître autrement, notamment auprès du jeune public et des adolescents, et d'initier des partenariats locaux jamais investis. De nouveaux inscrits ont été comptabilisés. L'enjeu maintenant est de pérenniser une programmation dans ces deux bibliothèques.

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU BÂTIMENT DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

L'opération de rénovation énergétique de la partie ancienne du bâtiment, inaugurée en 1987, qui ne bénéficiait plus d'une isolation thermique efficace, s'est concrétisée fin 2021 avec la mise en place du chantier, le début du remplacement des centrales de traitement d'air et des travaux d'étanchéité des terrasses des niveaux supérieurs.

En 2022, le chantier portera essentiellement sur la reprise des façades et le remplacement de l'intégralité des menuiseries et verrières, avant de se poursuivre par des aménagements intérieurs. Une nouvelle entrée principale sera aussi créée, pour rendre plus aisé et plus lisible l'accès au bâtiment.

Lancé dans le cadre du plan de relance départemental voté à la fin de l'année 2020, le chantier bénéficie d'un fort soutien de l'État, grâce à une très importante subvention DSID (Dotation de soutien à l'investissement des Départements). Complément de l'opération d'extension achevée à l'automne 2019, ce chantier permettra d'offrir à l'été 2023 un bâtiment entièrement aux normes et un outil moderne pour assurer la préservation et la transmission de l'histoire des Ligériens.





SPORTS

Du sport pour tous au sport de haut niveau, le Département accompagne et soutient le développement des pratiques sportives. Il apporte une attention toute particulière aux sports de pleine nature, associés à la découverte du territoire et au maintien en bonne santé.

Chiffres clés 2021

4,75 M€ de budget

477 550 € d'aide pour **81** manifestations ou projets sportifs

531 500 € pour l'accompagnement des pôles et centres de formation des clubs

1,34 M€ pour l'aide aux clubs de haut niveau

115 000 € pour soutenir **61** athlètes dans **19** disciplines

2 villages sport nature labellisés

LABELLISATION TERRE DE JEUX 2024

Le Département est labellisé "Terre de Jeux 2024" depuis décembre 2020. Il est reconnu comme l'une des 10 collectivités les plus actives en France pour ses actions "Terre de Jeux". Le but est d'animer le territoire, d'inciter à la pratique du sport, de faire découvrir de nombreuses disciplines quels que soient les publics et de vivre l'aventure olympique sur cette période.

En 2021, le Département a organisé avec le Comité départemental olympique et sportif de la Loire le 1^{er} forum Terre de Jeux Loire. Une journée au cours de laquelle les collectivités labellisées du département se sont rencontrées et 500 jeunes collégiens se sont essayés à une quinzaine de disciplines.

ZOOM SUR

le développement du partenariat avec des clubs professionnels

En apportant son soutien au sport professionnel représentant le plus haut niveau de pratique, notre collectivité contribue à l'animation, à l'attractivité et à la notoriété du territoire. Ainsi, les clubs professionnels de l'ASSE et de la Chorale de Roanne bénéficient de marchés pluriannuels prévoyant des prestations de communication.

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DES SPORTS DE PLEINE NATURE

Afin de conforter l'image d'un département privilégié pour la pratique de ces activités, le Département participe à la mise en place de conventions de développement des sports nature avec quatre fédérations sportives pour une enveloppe de 50 000 € : montagne escalade, course d'orientation, canoé kayak et handisport. Objectif : poursuivre le développement de leur pratique en consolidant et déployant l'offre, en participant à la mise en place d'événements de promotion des activités et en formant des éducateurs.

Le Département soutient et organise de nombreuses manifestations pour tous les publics : Bike & Troc, Raid Nature 42, SwimRun des Gorges de la Loire, Loire Paddle Trophy ou VertiRoc à Planfoy, qui sont autant d'occasions pour pratiquer et découvrir de nombreux sports dans tous les lieux du département.



1,87 M€ de budget

43^e rang des départements les plus visités

3,7 M de nuitées touristiques en 2021 (en hausse par rapport à 2020)

9,6 M d'excursions

8 800 emplois salariés dans l'activité touristique ligérienne
(soit 4,6% de l'emploi salarié total)

16 000 abonnés sur Instagram **32 900** fans sur Facebook

SOUTIEN À LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Au printemps 2021, le Département a souhaité accompagner un second plan média pour soutenir la reprise de l'activité touristique. Ce plan a ciblé en priorité la clientèle de proximité (région Auvergne-Rhône-Alpes) pour l'inciter à découvrir ou redécouvrir l'offre ligérienne.

Il s'est décliné en :

- campagne TV sur BFM TV LYON,
- campagnes sur les radios locales et régionales,
- insertions dans la presse locale et régionale et leurs suppléments "été",
- édition du premier magazine de territoire Loire Story (555 000 exemplaires diffusés dans toutes les boîtes aux lettres de la Loire et des cinq premiers arrondissements de Lyon),
- campagne digitale sur les réseaux sociaux : Facebook, Instagram, etc.

Coût global : 109 625 € avec une contribution du Département à hauteur de 100 000 €.

En parallèle, une plateforme de réservation en ligne a été mise en place (hébergement, billetterie, sites de loisirs, activités, ateliers...).

TOURISME

Promouvoir l'offre touristique, aménager le territoire, accompagner les projets... Le Département poursuit son action avec l'appui de l'Agence de développement touristique de la Loire.

STATION DE CHALMAZEL : VERS UNE "STATION DURABLE QUATRE SAISONS"

Le développement de la station de Chalmazel prévoit la création de nouvelles offres d'activités et d'animations ludiques ou sportives, attractives en toutes saisons, à la journée ou en séjour, en s'appuyant sur quatre atouts majeurs de la station : proximité, accessibilité, nature et patrimoine.

La première phase du Plan de développement 2018-2025 prévoit la mise en œuvre de nouveaux équipements structurants et des évolutions dans les modes de fonctionnement. Elle vise à consolider l'offre de sports d'hiver, moderniser et diversifier l'offre de services, de commerces, créer des hébergements touristiques de séjour, favoriser le développement d'activités de plein air et de pleine nature "quatre saisons".

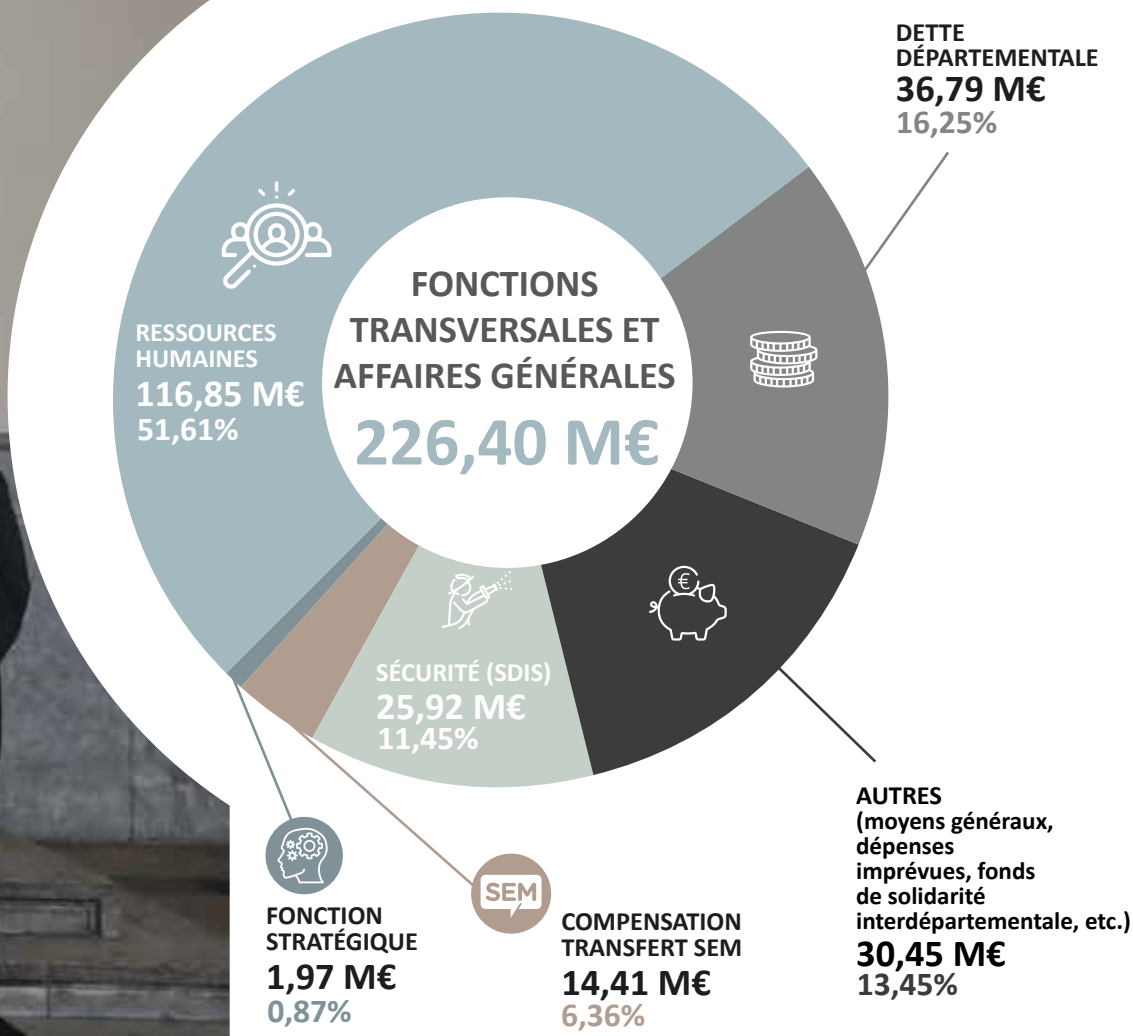
En 2021, le Département a :

- poursuivi les rencontres avec les instances décisionnelles du territoire, les échanges avec les services instructeurs et les professionnels dans la perspective de diversifier les offres d'activités sans besoin d'aménagement à court terme, et déposer les dossiers d'autorisations administratives nécessaires aux aménagements en projet à moyen terme,
- réalisé une première acquisition foncière et signé trois compromis de vente nécessaires à la maîtrise du foncier support des futurs équipements quatre saisons, poursuivi les négociations avec trois autres propriétaires fonciers,
- finalisé l'évaluation environnementale du projet,
- désigné trois candidats pour proposer une offre au concours d'architecte pour suivre les projets d'aménagements et de bâtiments au pied des pistes, réalisé les études d'implantation de la luge sur rail, effectué des travaux de confortement de l'enneigement au sommet des Granges et au pied de l'espace d'apprentissage,
- engagé des travaux de compléments d'enneigement sur les pistes des Granges, des Campanules et de l'Ourson,
- approuvé le lancement d'une activité de location de matériels quatre saisons,
- lancé une concertation publique.









RESSOURCES

La politique publique "Ressources" vise la meilleure allocation possible des ressources pour mettre en œuvre les orientations de l'exécutif départemental. Par nature transversale, elle regroupe les moyens humains, matériels, financiers, informatiques et juridiques en déterminant la capacité à agir de la collectivité.

224 M€ de budget

3 248 agents rémunérés

1 242 contrats passés dont **259** consultations lancées

95,7 M€ HT d'engagements contractuels d'achat

227 sites au total (hors collègues)

250 interventions de travaux sur les bâtiments départementaux

2 500 postes de travail pour les agents départementaux (hors collègues)

260 to de capacité de stockage dont **180** utilisés

EXTENSION DE L'USAGE DE LA GESTION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS (GED)

Parmi les actions significatives :

- la mise en œuvre de la GED financière pour faciliter la gestion des pièces et en particulier les pièces de marchés,
- l'étude de la gestion des contentieux partagée au sein de la GED,
- la réflexion sur l'organisation du dossier individuel de l'agent.

DE NOUVEAUX SERVICES EN LIGNE

En 2021, le digital a été au cœur de la transformation des processus Ressources et services offerts aux usagers (internes et externes). Centrés sur les usages, les dernières évolutions numériques s'inscrivent dans la perspective d'une plus grande efficacité de l'action publique et la volonté de rendre un meilleur service aux usagers.

Le portefeuille de services numériques s'est ainsi étoffé avec :

- la dématérialisation des congés et de l'entretien professionnel,
- la demande de subvention de bourse départementale pour les collégiens,
- l'orientation vers le numérique pour la presse (Progrès, Gazette) comme pour les ouvrages (travail sur les e-book en lien avec la direction du livre et du multimédia),
- un nouvel espace collaboratif dédié à la diffusion de la veille juridique sur la Digital Workplace.



ZOOM SUR

la dématérialisation des échanges avec l'extérieur

Des solutions sont recherchées pour dématérialiser les échanges avec l'extérieur et profiter des potentialités croissantes d'aide à la décision par le numérique, telles que :

- le suivi des consommations énergétiques des bâtiments par le bais de l'exploitation des données des compteurs ou de facturation,
- l'amélioration de la collecte des données des stations d'épuration via la solution Topkapi.

Ces différentes applications portent la vision d'un service public départemental performant, base du vivre-ensemble et facteur d'attractivité pour le territoire.

MAGALI

Assistante sociale

"Sécuriser les familles"

ON EST LÀ
POUR VOUS AIDER

FONCTIONS STRATÉGIQUES

La politique publique "Fonctions stratégiques" traduit l'ambition impulsée par l'exécutif d'adapter les politiques publiques départementales aux enjeux d'aujourd'hui, de moderniser le fonctionnement de la collectivité et de valoriser son image.

Chiffres clés 2021

1,97 M€ de budget

26 000 abonnés Facebook

140 actualités publiées en Une de loire.fr soit près de **3** actualités par semaine

24 webinaires internes

5 000 personnes, visiteurs et compétiteurs, ayant participé au Bike and Troc festival

4 démarches d'évaluation de politiques publiques conduites

10 ambassadeurs du LABO sensibilisés à l'innovation publique

60 indicateurs montrant la contribution du Département au développement durable de la Loire

2^E ÉDITION DE LA CAMPAGNE "ON EST LÀ POUR VOUS AIDER"

Après "3 000 agents à vos côtés" en 2020, le Département a lancé une nouvelle campagne mettant à l'honneur ses agents au cours du 1^{er} trimestre 2021 : "On est là pour vous aider". Objectifs : Faire connaître les missions du Département, à travers ses agents, ambassadeurs de la collectivité et conforter le rôle du Département pendant la crise sanitaire. 12 agents ont participé à cette campagne, dont le métier était pour la plupart rattaché au pôle vie sociale.

TRANSFORMATION DE L'INTRANET EN DIGITAL WORKPLACE

Lancé en mai 2021, il a permis de faire évoluer toute la communication digitale interne en la rendant plus attractive et plus interactive.

De multiples vidéos tournées en interne ont accompagné une nouvelle façon de présenter l'actualité comme par exemple : les visites du Président dans les services, les grands projets de l'institution (ex. interviews projet de pôle PVS et appel à contribution, école du management), la présentation des agents (ex. : arrivée d'un directeur, présentation d'un métier), les bonnes pratiques internes (ex. prévention, santé, sécurité au travail).

Le développement des webinaires internes est aussi très significatif puisqu'ils permettent de présenter l'actualité interne de manière interactive avec les agents et les experts internes concernés (ex. : webinaire LinkedIn, les bonnes postures en télétravail, les réseaux métiers).

La communication digitale interne, avec la DSI, a également déployé depuis le mois de septembre 2021 le 2^e volet de la Digital Workplace : les espaces collaboratifs nouvelle génération qui permettent de créer des espaces de travail numérique sur mesure pour :

- conduire un projet avec une équipe,
- accompagner une vie de service,
- créer des communautés "thématiques", type réseau métier.

MUTUALISATION DE L'ENTRETIEN DES VÉHICULES DE SERVICE

La mission Appui à la gestion et à l'organisation au sein de la SMAP a accompagné et animé en 2021 la réflexion visant à identifier de possibles pistes de mutualisation et d'optimisation entre le parc routier départemental, chargé de l'entretien et des réparations des véhicules légers des agents d'exploitation des routes, et la DBMG, chargée de l'entretien et des réparations des véhicules de service de la collectivité.

L'équipe projet transversale, mobilisant 11 participants, s'est réunie à six reprises pour analyser le mode de fonctionnement actuel des deux entités en matière d'entretien et de réparation des véhicules légers et/ou de services, incluant la gestion des achats et des stocks. Ce travail a permis d'identifier des pistes d'évolution et de mutualisation possibles.

Le diagnostic partagé a été réalisé à partir d'une collecte de données quantitatives, la conduite d'entretiens et la description croisée, sous forme d'ateliers collectifs, des différents processus de gestion des achats, des stocks et d'entretien des véhicules pour chacune des entités.

Des constats partagés ont été formalisés par l'ensemble des participants, tout comme des pistes d'évolution, de mutualisation ainsi qu'un plan d'actions sur la gestion des achats, des consommables, des pneumatiques, l'entretien des véhicules et l'utilisation du logiciel de gestion commun.

Une nouvelle phase s'ouvre en 2022 pour mettre en œuvre les actions validées.

CRÉATION : DIRECTION DE LA COMMUNICATION - 09/2022
CRÉDITS PHOTOS : FRÉDÉRIC CHAMBERT - DÉPARTEMENT DE LA LOIRE - HUBERT GENOUILHAC - VINCENT POILLET -
FABRICE ROURE - ELYAS SAENS - JOHANN TROMPAT - ADOBE STOCK